

Mise en place du régime de l'Assujetti Unique à la TVA : les enjeux de la réforme pour les acteurs du secteur financier

4 octobre 2022





Mot d'accueil

Maud Poncelet / PwC Société
d'Avocats



Intervenants

Représentant de l'administration fiscale

Vincent PETIT, Chef du Bureau D1 – TVA Direction de la Législation Fiscale

Représentants des organisations professionnelles

Blandine LEPORCQ, Directrice fiscale, Fédération bancaire française (FBF)

François TALLON, Directeur adjoint en charge des affaires fiscales, France Assureurs

Éric VACHER, Conseiller pour les affaires fiscales, Association française des marchés financiers (AMAFI)

Etablissements

Jean-Olivier HUYNH, Directeur fiscal groupe, Crédit Agricole SA

Emmanuel STRAUSS, Directeur fiscal, Natixis SA/Groupe BPCE, Président du Comité Fiscal de l'Association française des marchés financiers (AMAFI)

Olivier TAILLARDAT, Directeur fiscal groupe, AXA

PwC Société d'Avocats

Maud PONCELET, Avocate, Associée

Stéphane HENRION, Avocat *Of Counsel*

Tarek AFANTROUSS, Avocat, Directeur

Hugues COZIC, Manager



Programme

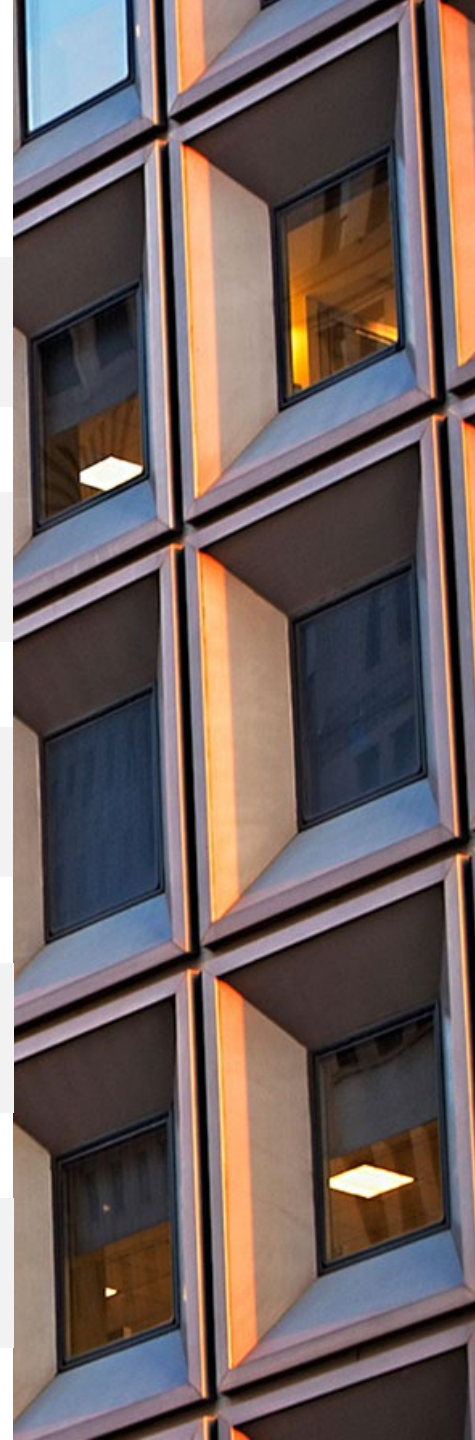
1. Description générale du régime de l'assujetti unique

2. Les enjeux spécifiques liés au droit à déduction

3. Les enjeux opérationnels

Questions / Réponses

Propos conclusifs





Remerciements





1

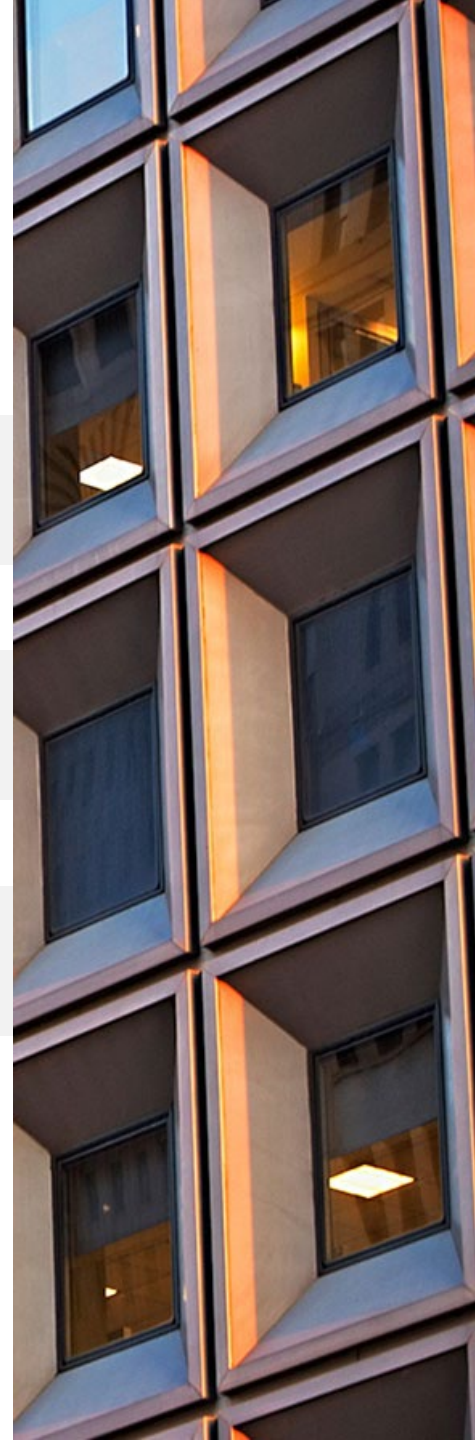
Description générale du régime de l'Assujetti Unique

Un assujetti unique aux obligations partagées

1 Conditions

2 Organisation

3 Effets





Introduction



La Directive – Article 11

*Après consultation du comité consultatif de la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après dénommé «comité de la TVA»), chaque État membre **peut** considérer comme un seul assujetti les personnes établies sur le territoire de ce même État membre qui sont indépendantes du point de vue juridique mais qui sont **étroitement liées entre elles sur les plans financier, économique et de l'organisation.***

Un État membre qui fait usage de la faculté prévue au premier alinéa peut prendre toutes mesures utiles pour éviter que l'application de cette disposition rende la fraude ou l'évasion fiscales possibles.



Introduction – Contexte et objectifs de la réforme



Vincent PETIT, Chef du Bureau D1 – TVA Direction de la Législation Fiscale

> 1.1. Liens requis entre les membres de l'Assujetti Unique (A.U.)

- Liens financiers
- Liens économiques
- Liens organisationnels

> 1.2. Etablissements en France

- Entités établies en France
- Etablissements stables français de sociétés étrangères

> 1.3. Entités assujetties à la TVA

- Indépendamment de leur qualité de redevable, redevable partiel ou d'entité exonérée de TVA

> 1.4. Exercice d'une option

- Exercée au plus tard le 31 octobre de l'année précédant celle au titre de laquelle le bénéfice du régime est demandé

> **Tous les domaines d'activité sont éligibles au régime français de l'Assujetti Unique**

➤ 1.1 Liens entre les sociétés du groupe



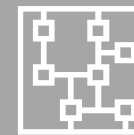
Liens financiers

- Détention **directe ou indirecte...**
- De plus de 50% du **capital** ou des **droits de vote...**
- Par une même personne juridique **assujettie ou non à la TVA**
- Une **présomption** de lien financier est créée pour les entités non-capitalistiques (e.g., assurance et banques mutualistes)



Liens économiques

- Coopération économique entre les membres de l'A.U, par exemple lorsque les **activités principales** sont :
 - de **même nature** ou
 - **interdépendantes** ou
 - **complémentaires** ou
 - poursuivant un **objectif** économique commun ou
 - menées partiellement ou en totalité au **profit des autres membres** du groupe



Liens organisationnels

- Les assujettis sont placés sous un **contrôle commun** en droit ou en fait, directement ou indirectement ou
- Qui organisent leurs activités en partie ou en totalité **en concertation**

➤ 1.2. Etablissements en France

- Les entités constituant l'assujetti unique doivent avoir en France **le siège de leur activité économique**
- Une succursale française d'une entité étrangère peut remplir cette condition si elle constitue un **établissement stable au sens de la TVA**

➤ 1.3. Entités assujetties à la TVA en France

- Les entités doivent exercer une activité **dans le champ d'application de la TVA**
- Les entités peuvent **redevable entièrement ou partiellement** de la TVA ou en être **exonérée**
- **Les assujettis partiels** peuvent participer à l'A.U.

➤ 1.4. Exercice d'une option

- L'option devra être exercée au plus tard du **31 octobre** de l'année précédant celle de la constitution de l'A.U.
- L'assujetti unique alors constitué à partir du **1^{er} janvier suivant** et le périmètre déterminé devra rester identique au moins 3 ans
- Les membres, constituant un assujetti unique, ne peuvent intégrer simultanément un autre A.U.



Vincent PETIT, Chef du Bureau D1 – TVA Direction de la Législation Fiscale

- Y aura-t-il un **délai** supplémentaire (au-delà du 31 octobre) pour déclarer la constitution de l'A.U. ? Si oui, dans quelle mesure ?
- Sur les **liens organisationnels**, les liens économiques doivent-ils exister entre chaque membre et tous les autres ou peuvent-ils n'exister qu'entre un membre et certains d'entre eux ?

➤ 2.1. Substitution de l'A.U. à ses membres

- Cette substitution s'assimile à un **transfert universel de patrimoine**
 - La dispense de TVA établie par l'article **257 bis** du CGI est en principe applicable
-

➤ 2.2. Le sort des options

- Les entités membres ont pu exercer un **certain nombre d'options en matière de TVA**
 - Les options existantes au moment du transfert demeurent au niveau de secteurs qui les ont exercées
 - L'A.U. est **seul habilité** à exercer les options
-

➤ 2.3. Une responsabilité solidaire

- **Responsabilité solidaire de tous ses membres** quant au paiement de la taxe et des sanctions applicables (groupement de moyens)

➤ 2.4. « Simplification » des obligations déclaratives

- Désignation d'un **représentant** parmi les entités constituant l'A.U.
 - Le représentant s'engage à accomplir les formalités de déclaration et de paiement **au nom et pour le compte de l'A.U.**
 - L'Assujetti Unique disposera d'un **numéro individuel de TVA**
-

➤ 2.5. Factures et mentions

- **Les opérations** sont désormais réalisées par l'A.U.
 - **Facture** émise par le membre l'ayant effectuée
 - **Nouvelles mentions obligatoires:**
 - Nom complet, adresse et numéro de TVA de l'A.U. et du membre concerné
 - Mention faisant état de l'existence de l'A.U
-



Vincent PETIT, Chef du Bureau D1 – TVA Direction de la Législation Fiscale

- L'entrée d'une entité au sein de l'A.U. emporte les conséquences d'une TUP pour les besoins de la TVA. L'article **257 bis du CGI** s'applique en principe. S'applique-t-il même si l'activité n'ouvre pas droit à déduction ?
- Quel est le sort des **options TVA** des membres (260 B, immobilière, débit) : doivent-elles être renouvelées par l'A.U. ? L'option doit-elle être exercée par l'A.U. dès lorsqu'il est constitué et s'applique aux seuls acteurs distincts désignés ?

> 3.1. Neutralisation de la TVA sur les opérations internes à l'A.U.

- L'A.U. se substitue à ses membres
 - Les opérations entre ses membres sont hors champ de la TVA
 - Les membres fonctionnent et interagissent entre eux comme des secteurs distincts d'une même entité
-

> 3.2. Méthode spécifique de recouvrement de la TVA

- Chaque membre constituera un secteur distinct d'activité
- Maintien du principe de l'**affectation**
- Prise en compte de **plusieurs prorata** de déduction suivant l'utilisation de la dépense :
 - *prorata* cumulé
 - *prorata* du groupe
 - *prorata* individuel de chaque membre
 - *prorata* « adapté » sur option
- Les crédits de TVA antérieurs à l'intégration du membre à l'A.U. ne pourront pas être transmis à ce dernier. En conséquence, il conviendra pour chacune des sociétés d'en demander le remboursement avant de rejoindre le « groupe TVA »

➤ 3.3 Taxe sur les salaires

- Les flux internes à l'A.U. sont considérés comme hors du champ d'application de la TVA

➤ 3.4 Création d'une personne taxable distincte

- Constitution d'un nouvel assujetti et redevable à la TVA qui se substitue à ses membres
- **CJUE « Skandia », C-7/13, 17 septembre 2014 - CJUE « Danske Bank », C-812:19, 11 mars 2021 :**
Le « groupe TVA / A.U. » est assujetti distinct de ses membres
Une succursale d'un de ses membres, basée à l'étranger, est un assujetti distinct du « groupe TVA/ A.U » et donc de son siège :
-> **les opérations entre la succursale et l'A.U. sont dans le champ d'application de la TVA**
- La doctrine administrative a précisé le champ d'application de ces jurisprudences : **la règle ne s'applique** que dans le cas d'un « groupe TVA » **situé dans l'Union européenne**



Vincent PETIT, Chef du Bureau D1 – TVA Direction de la Législation Fiscale

- Les SIE dont relèvent les membres seront-ils **automatiquement informés** de la constitution de l'A.U. et de la substitution de l'A.U. à ceux-ci ?
- Dans le cadre de l'application de *Skandia* et *Danske Bank*, les opérations entre la **succursale** étrangère ou française avec l'A.U. n'entre dans le champ d'application de la TVA que si cette succursale constitue un établissement stable au sens de la TVA ?

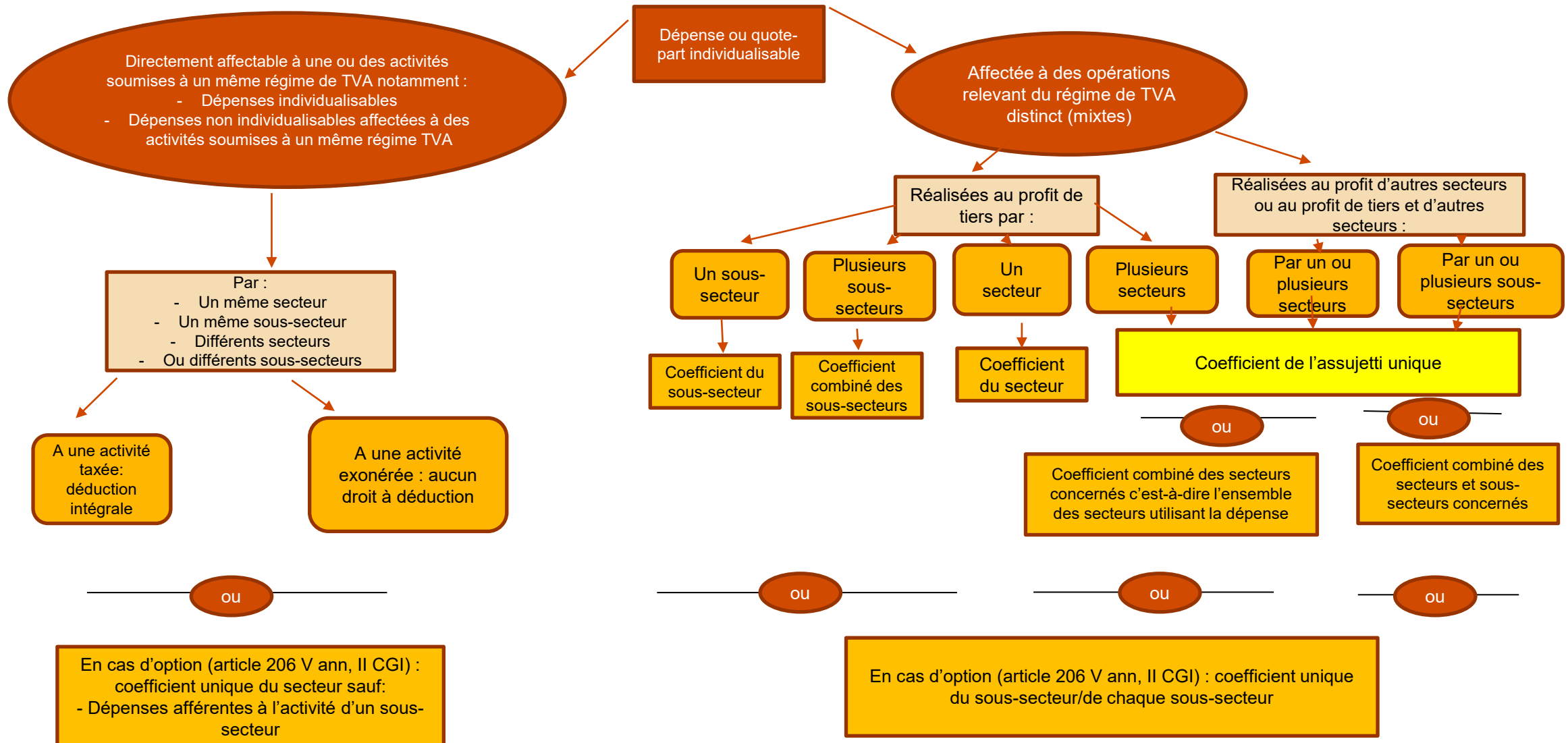


2

Les enjeux spécifiques liés au droit à déduction

1

Détermination du coefficient de taxation au sein d'un assujetti unique (article 256 C du CGI)



1 Détermination du coefficient de taxation au sein d'un assujetti unique (article 256 C du CGI) - Eclairage

Vincent PETIT, Chef du Bureau D1 – TVA Direction de la Législation Fiscale

2 Situation de l'assujetti unique au regard des droits à déduction

- Pour rappel, l'assujetti unique devient le seul assujetti au regard de la TVA : les membres qui sont des structures juridiques distinctes perdent ce statut
- **La question à se poser : à quelle opération concourt toute dépense engagée par l'assujetti unique ?**
- La sectorisation de l'assujetti unique reste sans incidence sur l'application **du principe général d'affectation**
- Principe d'affectation
 - Lien direct et immédiat entre dépenses engagées en amont et opérations en aval
 - TVA totalement déductible ou pas du tout déductible en fonction du régime de TVA de l'opération
- Chaque membre est un secteur à part entière qui peut avoir des sous-secteurs
- La définition des opérations :
 - **Opérations imposables** = livraisons de biens ou les prestations de services effectuées par les secteurs ou les sous-secteurs de l'assujetti unique au profit de personnes qui n'en sont pas membres qui sont soumises ou exonérées de TVA (dans le champ)
 - **Opérations non imposables** = opérations internes effectuées entre secteurs ou sous-secteurs de l'assujetti unique (non opérations au regard de la TVA)

3 Primauté du principe d'affectation

Pour la détermination du droit à déduction de la TVA grevant les dépenses supportées par l'assujetti unique, **le principe d'affectation qui résulte des dispositions de l'article 271 du CGI s'applique de plein droit :**

- La TVA grevant l'acquisition d'un bien ou d'un service par l'assujetti unique est intégralement déductible lorsque le bien ou le service en cause est utilisé exclusivement pour la réalisation des opérations ouvrant droit à déduction de cet assujetti
- Aucune déduction n'est possible lorsque le bien ou le service est intégralement utilisé par l'assujetti unique pour la réalisation d'opérations n'ouvrant pas droit à déduction
- Lorsque le bien ou le service fait l'objet d'une utilisation mixte, cette utilisation partielle à des opérations n'ouvrant pas droit à déduction est prise en compte pour le calcul du coefficient de taxation attribué à la dépense correspondante, déterminé en principe dans les conditions de droit commun

Adaptations liées aux spécificités structurelles de l'assujetti unique pour la déduction de la taxe afférente à des dépenses

Spécificités structurelles de l'A.U. :

- 1 membre = 1 secteur d'activité
- 1 membre peut avoir plusieurs sous-secteurs distincts en son sein
- le régime du sous-secteur est le même que le régime du secteur

Article 206 de
l'annexe II au CGI

- **Dépenses mixtes afférentes à des opérations imposables à TVA réalisées par l'assujetti unique**
- **Dépenses mixtes concourant aux seules opérations imposables réalisées par un même secteur distinct**
→ le coefficient de taxation applicable est déterminé dans les conditions de droit commun
- **Dépenses mixtes concourant à la réalisation d'opérations imposables effectuées par plusieurs secteurs distincts de l'A.U.**

Principe : les dépenses mixtes utilisées conjointement par plusieurs membres de l'A.U. pour les besoins de leurs opérations imposables se voient attribuer un coefficient de taxation forfaitaire calculé par référence au chiffre d'affaires imposable des membres utilisateurs

Tempérament : l'A.U. peut retenir le coefficient de taxation forfaitaire de l'assujetti unique qui prend en compte le chiffre d'affaires de l'ensemble de ses opérations imposables tous secteurs confondus

5 Frais généraux

- **Pour rappel, les frais généraux sont définis comme des dépenses sans lien direct et immédiat avec une opération réalisée mais qui font partie du coût des éléments constitutifs de prix de revient de l'opération**
- Principe : les dépenses de frais généraux supportées par l'assujetti unique se voient attribuer un coefficient de taxation forfaitaire calculé par référence au chiffre d'affaires de l'ensemble des opérations imposables de l'A.U.
- Exception : lorsque des dépenses de frais généraux sont supportées par un membre de l'A.U. qui ne réalise aucune opération interne, le coefficient de taxation forfaitaire qui leur est applicable est déterminé par référence au seul chiffre d'affaires imposable du secteur distinct que ce membre constitue

6 Cas particuliers

Les principes précédents peuvent être adaptés dans un objectif de neutralité ou dans une démarche de simplification du calcul des déductions

- **Pour les dépenses individualisables directement imputées au sein de l'assujetti unique à leur(s) membre(s) utilisateur(s)**

L'assujetti unique peut choisir de déterminer le montant de la TVA déductible en fonction de son utilisation par chaque utilisateur pour la dépense ou la quote-part de la dépense qui lui est allouée

- **Pour les dépenses engagées par un membre de l'assujetti unique qui sont utilisées de manière marginale aux besoins des opérations imposables d'autres membres**

L'assujetti unique peut réputer que lorsque des dépenses sont utilisées à plus de 90 % aux besoins des opérations imposables du seul membre de l'assujetti unique qui les a engagées, ces dépenses sont intégralement utilisées aux dites opérations imposables

- **Pour les dépenses liées à un immeuble**

La détermination du coefficient de taxation applicable peut être effectuée à l'issue d'une affectation ou, le cas échéant s'agissant des dépenses communes, par une ventilation préalable, entre ses différentes fractions tenant compte de leurs utilisations respectives. Dans ce cadre, lorsque toute ou partie des locaux fait l'objet de jouissance privatives dans le cadre de contrat de locations consenties tant à des membres de l'assujetti unique qu'à des tiers à celui-ci, il peut être notamment recouru à des clés de surfaces. Le coefficient de taxation attribué à la dépense ou à la fraction de dépense ainsi affectée ou ventilée est alors déterminé en fonction de l'utilisation de la fraction de l'immeuble à laquelle elle se rattache

6 Eclairage

Vincent PETIT, Chef du Bureau D1 – TVA Direction de la Législation Fiscale

7 Exemple n°1

- Un assujetti unique est composé de 3 membres A, B et C. A réalise des prestations internes pour le compte de B et C. Ces derniers réalisent, au bénéfice de tiers, à la fois des prestations de services taxées (ouvrant droit à déduction) et des prestations de services exonérées (n'ouvrant pas droit à déduction)
- La taxe grevant les dépenses engagées par A pour la réalisation de ses prestations internes est intégralement déductible si B et C les utilisent pour les seuls besoins de leurs prestations de services taxées. En revanche, si ces prestations internes sont utilisées par B et C pour les seuls besoins de leurs prestations de services exonérées, **la TVA grevant la dépense supportée par A n'est pas déductible**
- Enfin, si les prestations internes de A sont utilisées par B et C pour les besoins de prestations de services taxées et exonérées, **la dépense présente un caractère mixte**. Il en ira ainsi si B les utilise uniquement pour les besoins de ses opérations taxées et C les utilise uniquement pour les besoins de ses opérations exonérées
- **Le coefficient de taxation est alors déterminé de façon forfaitaire dans les conditions du 3 du III de l'article 206 de l'annexe II au CGI.** Ainsi, le calcul de ce coefficient (prorata) sera déterminé par référence au chiffre d'affaires imposable de B et C, ou, au choix, par référence à l'ensemble du chiffre d'affaires de l'assujetti unique

Exercice de l'option prévue au 2° du 1 du V de l'article 206 de l'annexe II au CGI au sein de l'assujetti unique

Principe de l'option : l'assujetti peut, **selon certaines modalités spécifiques**, considérer que l'ensemble de ses dépenses sont utilisées pour les besoins de ses opérations imposables ouvrant droit à déduction et n'ouvrant pas droit à déduction (dépenses mixtes) et leur appliquer le coefficient de taxation forfaitaire de l'assujetti

- **L'option s'exerce par secteur d'activité**
- **L'option s'exerce sans autorisation préalable de l'administration**
- **Cette option est ouverte à l'A.U. qui est un assujetti. Dans ce cas, elle va pouvoir être exercée par entité dès lors que chaque entité est un secteur**

9 Calcul du CA interne du secteur pour le coefficient de taxation de l'assujetti unique (1)

- L'option du coefficient de taxation unique (slide précédent) **s'applique à l'ensemble des dépenses du membre de l'assujetti unique - y compris les frais généraux- et écarte dès lors le recours à toute autre méthode de calcul du coefficient de taxation. Règles d'affectation et sectorisation ne s'appliquent pas**
- L'option pour le coefficient de taxation unique **peut être exercée au sein d'un sous-secteur d'activité constitué au sein du membre**
- **Des modalités de calcul spécifiques (slide suivant) permettent de prendre en compte le cas particulier des opérations internes** qui contribuent globalement à l'ensemble des opérations externes de l'A.U.
- Le chiffre d'affaires dont il est tenu compte pour le calcul du coefficient de taxation s'effectue en faisant abstraction :
 - du chiffre d'affaires des opérations de cessions des biens d'investissements corporels ou incorporels
 - des opérations immobilières et financières accessoires qui auraient été exonérées de la TVA si ces opérations internes avaient été imposables
- **Ce coefficient de taxation unique est d'abord déterminé de façon provisoire, il doit ensuite être définitivement arrêté avant le 25 mai de l'année suivante**
- **L'option ne préjudicie pas aux modalités de déduction propres aux éventuels sous-secteurs de ce membre**

10 Calcul du CA interne du secteur pour le coefficient de taxation de l'assujetti unique (2)

- Il convient d'appréhender la part du chiffre d'affaires (« CA ») réalisée auprès de tiers dans l'activité totale du membre, y compris celle réalisée au travers des autres membres du groupe TVA avec une prise en compte du CA interne. Le CA interne sera dès lors pris en compte dans ce calcul en réputant qu'il ouvre droit à déduction à proportion du coefficient de taxation du groupe :
 - Au numérateur : CA externe ouvrant droit à déduction + (CA interne x coefficient groupe)
 - Au dénominateur : CA externe + CA interne
- L'option peut s'exercer quelle que soit la proportion d'opérations intra-groupe réalisées par le secteur/sous-secteur et quel que soit le coefficient de taxation individuel du secteur/sous-secteur sous réserve qu'il ne soit pas nul
- Cette option est exercée sans formalisme particulier, est valable 1 an avec reconduction tacite

Coefficient de
taxation unique

CA imposable ouvrant droit à déduction du secteur + (CA interne du secteur x coefficient de taxation de l'AU)

CA imposable du secteur + CA interne du secteur

10 Calcul du CA interne du secteur pour le coefficient de taxation de l'assujetti unique

Vincent PETIT, Chef du Bureau D1 – TVA Direction de la Législation Fiscale

11 Exemple n°2

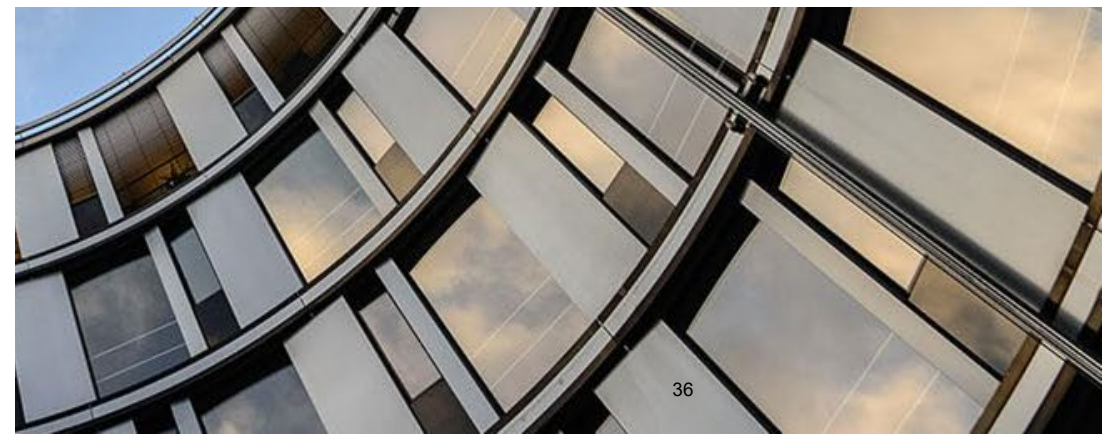
- Un A.U. est constitué de 3 membres (secteurs distincts d'activités), A, B et C
- Le chiffre d'affaires imposable réalisé au sein du secteur que constitue le membre A a ouvert droit à déduction (taxé) pour un montant de 100, et n'a pas ouvert droit à déduction (exonéré) pour un montant de 58
- Le membre A a également effectué des prestations internes (non imposables) au bénéfice des membres B et C, pour un montant de 70. Par ailleurs, le coefficient de taxation forfaitaire de l'A.U. (tous secteurs confondus) est de 0,2. L'A.U. a opté pour l'application d'un coefficient de taxation unique à l'ensemble des dépenses de son secteur A
- Ce coefficient sera alors calculé comme suit :
 - Coefficient de taxation unique de A = $[100 + (70 \times 0,2)] / [(100 + 58) + 70] = 0,5$
- **Ainsi, toute dépense supportée par A pour les besoins de ses activités imposables est réputée mixte (contribuant à la fois à des opérations ouvrant droit à déduction et à des opérations n'ouvrant pas droit à déduction) et se voit attribuer un coefficient de taxation de 0,5**

3

Les enjeux opérationnels



Table ronde sur les enjeux opérationnels



1 Critères de décision et structuration du projet AU

➤ Mettre en place un AU : principaux critères de décision et définition des périmètres

Emmanuel STRAUSS, Directeur fiscal, Natixis SA/Groupe BPCE, Président du Comité Fiscal de l'Association française des marchés financiers (AMAFI)

Jean-Olivier HUYNH, Directeur fiscal groupe, Crédit Agricole SA

Olivier TAILLARDAT, Directeur fiscal groupe, AXA

Eric VACHER, Conseiller pour les affaires fiscales, l'Association française des marchés financiers (AMAFI)

1 Critères de décision et structuration du projet AU

➤ **Mettre en place un AU : organisation du projet et contraintes (notamment liées aux adhésions avec la facturation électronique) ?**

Olivier TAILLARDAT, Directeur fiscal groupe, AXA

Jean-Olivier HUYNH, Directeur fiscal groupe, Crédit Agricole SA

Emmanuel STRAUSS, Directeur fiscal, Natixis SA/Groupe BPCE, Président du Comité Fiscal de l'Association française des marchés financiers (AMAFI)

Eric VACHER, Conseiller pour les affaires fiscales, l'Association française des marchés financiers (AMAFI)

2 Aspects opérationnels liés à la gestion de l'assujetti unique à compter du 1^{er} janvier 2023

> La gestion de l'A.U. : qui, quoi, comment ?

Jean-Olivier HUYNH, Directeur fiscal groupe, Crédit Agricole SA

Olivier TAILLARDAT, Directeur fiscal groupe, AXA

Eric VACHER, Conseiller pour les affaires fiscales, l'Association française des marchés financiers (AMAFI)

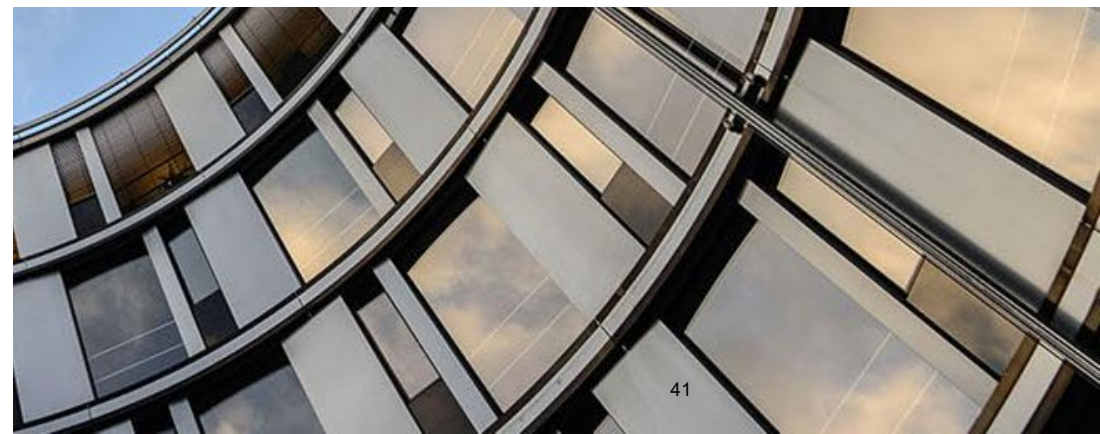
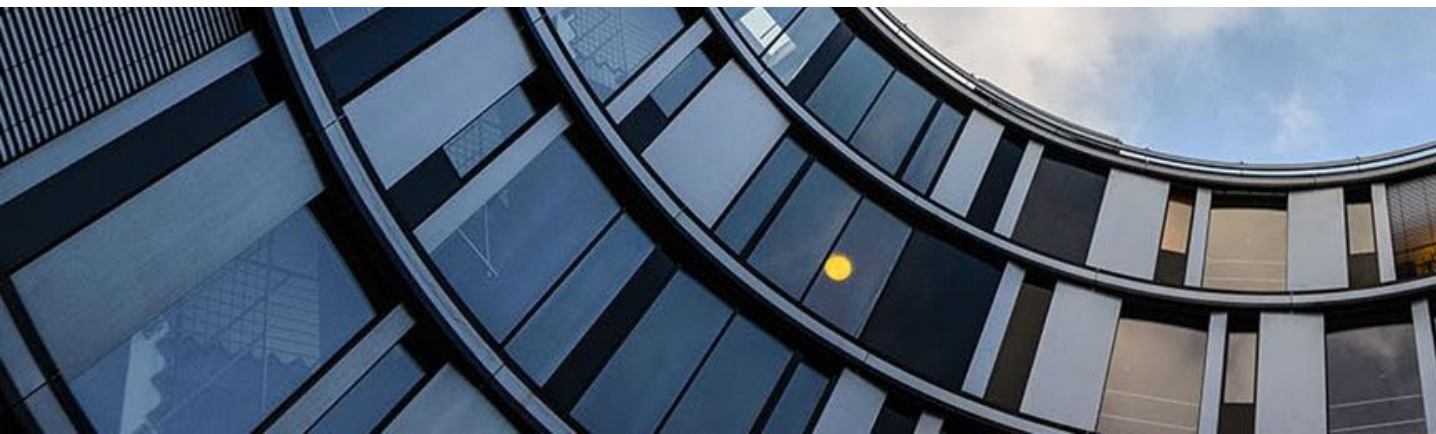
2

Aspects opérationnels liés à la gestion de l'assujetti unique à compter du 1^{er} janvier 2023

Vincent PETIT, Chef du Bureau D1 – TVA Direction de la Législation Fiscale



Remerciements des établissements





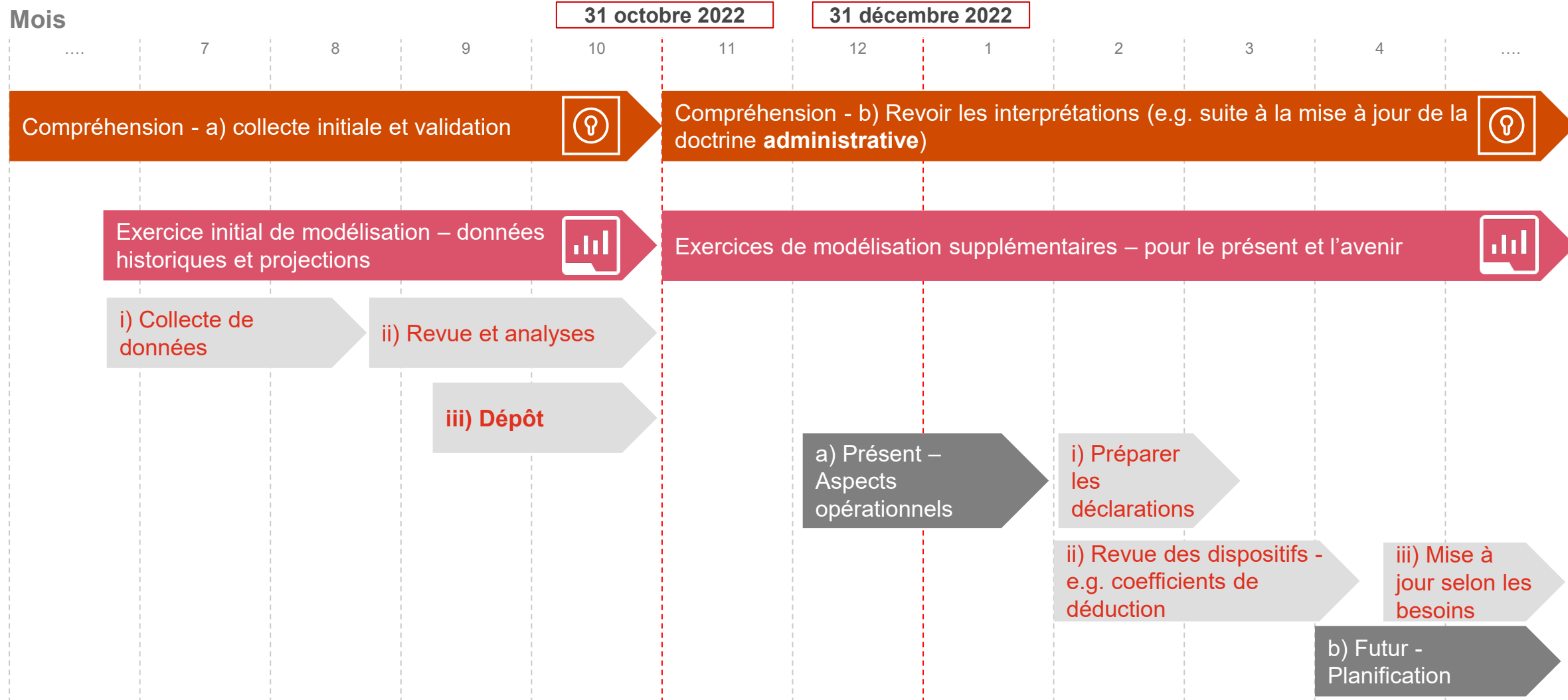
Présentation des enjeux de modélisation



1 Modélisation - Calendrier

PARTIE 1 – Impact de l’assujetti unique – sur la base des chiffres historiques et prévisionnels >>

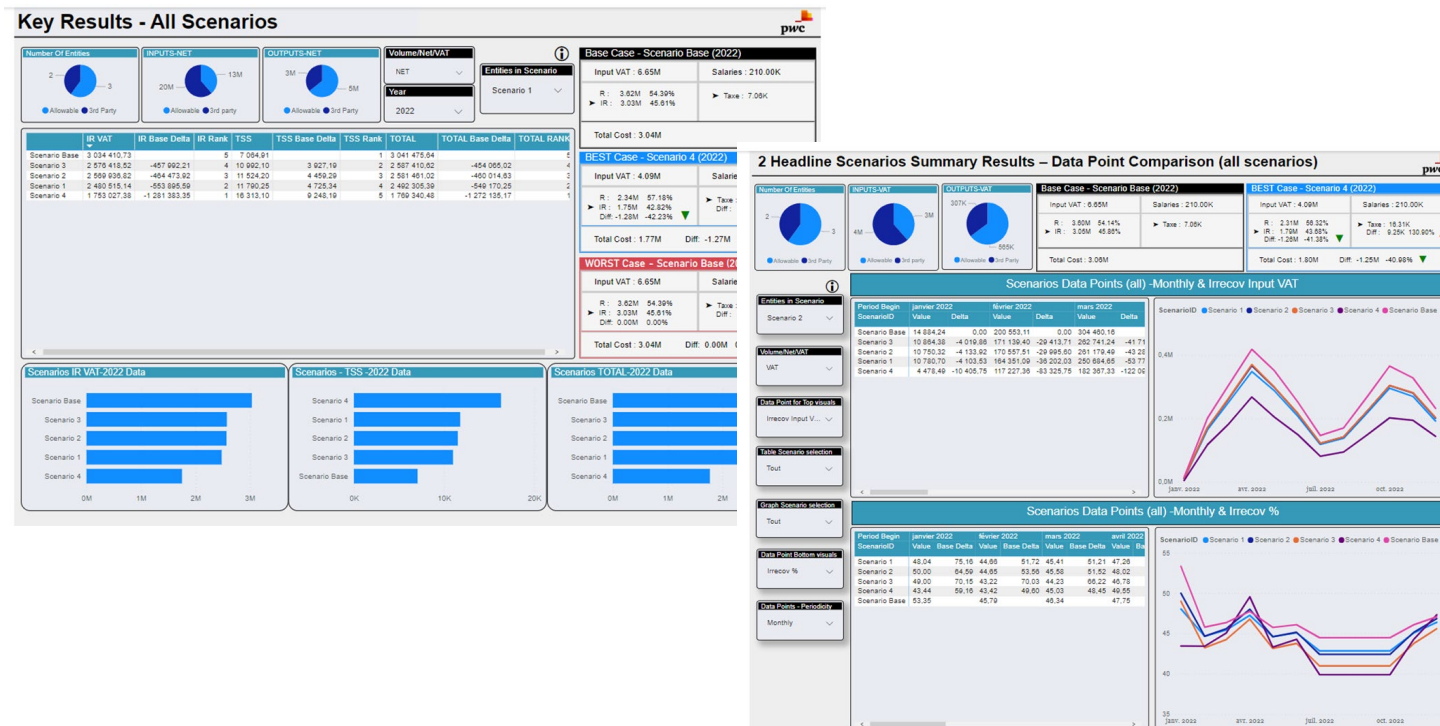
PARTIE 2 – Mise en place et gestion continue – sur la base des chiffres actuels et prévisionnels >>



2 Modélisation – Défis et avantages

Quels défis avons-nous identifié en pratique ?

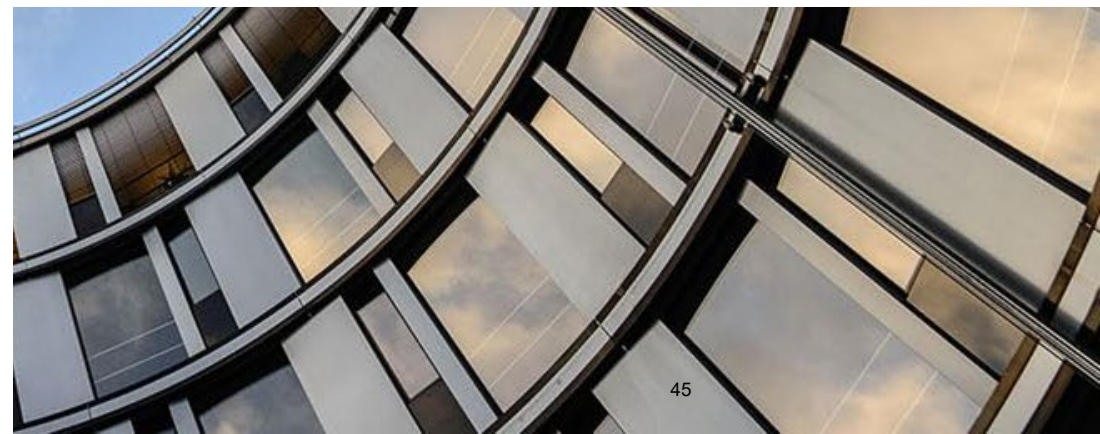
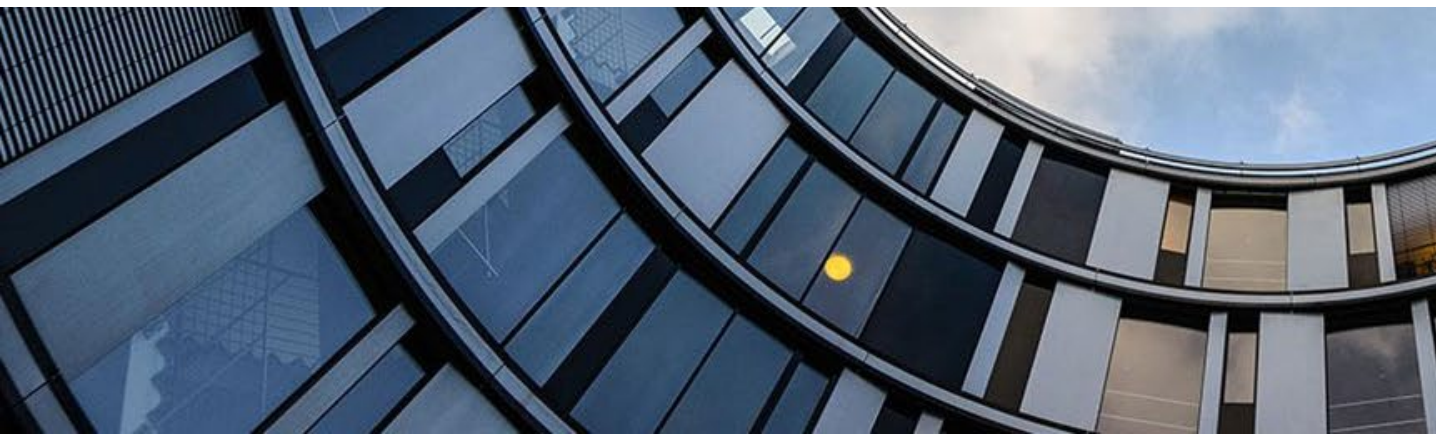
- 1) **Accès aux données** – difficulté d'extraire l'ensemble des données, e.g., les données relatives aux flux sortants et entrants
- 2) **Complexité des calculs** – Multiples paramètres et interactions à prendre en compte, e.g., les données liées aux transactions, taxe sur les salaires, le régime des biens d'équipement, les groupements de partage de frais etc.
- 3) **Ressources limitées**



PwC's Groupe TVA Application (GTA) - built using Alteryx and Power BI

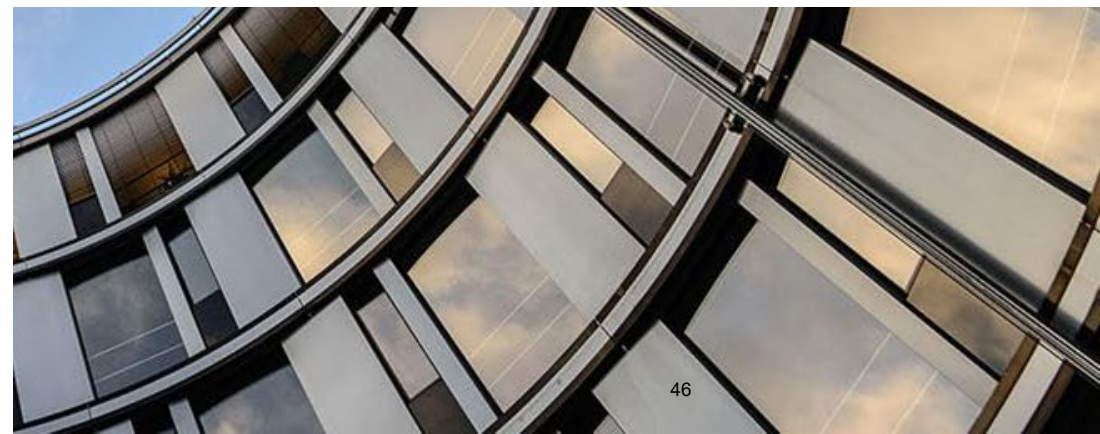
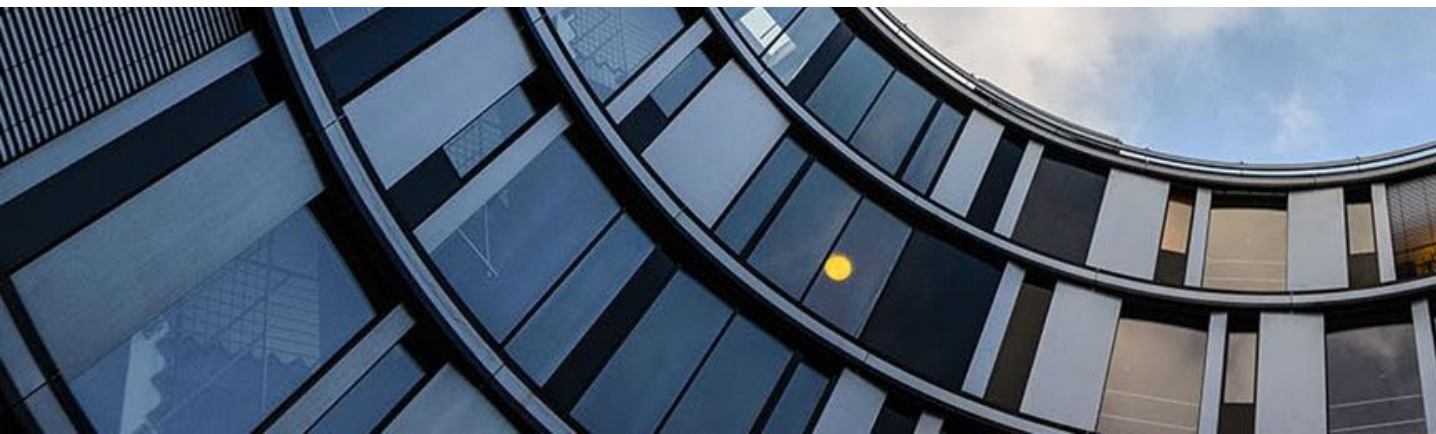


Questions/Réponses





Propos conclusifs





Merci !

Votre avis nous intéresse

Répondez dès maintenant à notre court questionnaire

4 octobre 2022

